La fondation Carasso publie un retour d'expériences françaises et espagnoles sur les systèmes alimentaires territorialisés

14 mars 2019

La fondation Carasso a lancé, en janvier 2019, sa collection des *Carnets Carasso*, destinée au partage d'expériences portées par ses partenaires, autour de la durabilité de l'agriculture et de l'alimentation. Le premier opus présente des « initiatives inspirantes », le second, objet de ce billet, présente un retour d'expériences de 22 projets français et espagnols de systèmes alimentaires territorialisés (SAT). Réalisé par le cabinet AOConsulting, le service Défis de Montpellier SupAgro et l'ONG Cerai, il s'appuie sur une analyse bibliographique, des entretiens de terrain, des débats entre acteurs sur le terrain, etc. Les SAT prennent de l'ampleur, en France, depuis la loi d'avenir pour l'agriculture de 2014 et, en Espagne, à partir des mouvements sociaux et du Pacte de Milan de 2015. Les principaux défis communs pour un ancrage dans la durée sont identifiés : mobiliser tous les acteurs de la chaîne alimentaire ; mettre en place une gouvernance adaptée ; trouver un modèle socio-économique viable. Plusieurs pistes expérimentées pour y répondre sont présentées.

Par ailleurs, les auteurs rappellent que les SAT connaissent un taux d'échec important, et ils mettent en lumière des points de vigilance et de fragilité. Il s'agit en particulier de la dépendance par rapport au portage politique local, jugé faible dans les deux pays et conditionnant la pérennité des projets aux résultats des élections. De même, il apparaît que les chambres consulaires s'emparent peu de ces questions. Dans un contexte de diminution des subventions publiques, ces initiatives doivent démontrer leur viabilité économique. Les auteurs considèrent qu'elles participent activement à l'intérêt général, l'alimentation durable étant, pour eux, « un bien commun » devant « bénéficier d'une partie de la redistribution de l'argent public ». Ils soulignent également que la rémunération au « juste prix » et transparente des différents acteurs de la chaîne permet rarement l'atteinte de l'intention initiale d'une accessibilité économique, à tous, des produits et services issus des SAT, mis à part dans les cantines scolaires où les repas sont subventionnés.

Enfin, ils préconisent une mise en commun des expériences et leur dissémination, et identifient plusieurs points non traités dans le document : les interactions entre ville et campagne et le développement des territoires, la diversité des enjeux environnementaux éclipsée par le renforcement de la production biologique, etc. Soulignons aussi qu'il serait intéressant d'approfondir la comparaison France-Espagne sur l'émergence et la conduite des SAT.

Pacôme Dupont-Guianvarch, Centre d'études et de prospective

Source : Fondation Carasso